

ÉDITORIAL



Nathalie Leenhardt

Pour Macron

Oui, je voterai pour Emmanuel Macron le 7 mai et plutôt deux fois qu'une, façon de parler. D'abord, parce qu'il ne peut en être autrement pour résister au vote FN. Cette position face aux dangers de l'extrême droite est depuis toujours la ligne de *Réforme*, depuis que ses fondateurs, des résistants autrement plus courageux que moi, se sont levés contre le monstre nazi. Résister au FN par notre vote me semble être la seule ligne à tenir, tant ce parti reste antidémocratique, haineux, fondé sur la culture du chef et le retour à l'ordre. Et les habits neufs du discours simpliste et séduisant de la fille cachent mal les racines du parti du père : refus du modernisme, rhétorique de l'ennemi, nationalisme, populisme, autant d'attributs relevés par Umberto Eco dans un petit opuscule qu'il faut lire, *Reconnaître le fascisme* (Grasset). Et quel culot d'expliquer que la sortie de l'euro n'est plus à l'ordre du jour, histoire de ratisser plus large, au dernier moment. Que ceux et celles qui choisiront le vote blanc n'oublient pas qu'ils donneront la moitié de leur vote à la grande admiratrice de Poutine...

Mais je voterai aussi pour donner mon soutien au fondateur d'En marche ! Parce que je veux croire à l'esprit de renaissance qu'il décrit. Je veux croire que le réformisme qu'il propose n'est pas juste le fait des naïfs. Je veux croire que l'on peut tenir dans une main l'efficacité économique et la lutte contre les inégalités. Je veux croire à l'Europe. Bien sûr, je peux être déçue. Pas plus que Barack Obama, Emmanuel Macron ne fera de miracles. La tâche qu'il affrontera est immense, tant notre pays est clivé, déchiré entre le bon côté de la barrière et le moins bon, entre ceux à qui tout réussit et ceux qui se sentent exclus de la marche du monde. Aucun programme ne nous dédouanera de nos responsabilités de citoyens et de chrétiens, qui se doivent d'aller à la rencontre des électeurs du FN et prendre le risque de la parole. Mais face au découragement, à la peur, au *statu quo*, je choisis la confiance. ■

Cet éditorial est en vidéo sur le site : reforme.net

POLITIQUE. L'abstention, mise en avant par certains comme la panacée du choix, a pris des proportions inquiétantes à la veille du second tour. Pourquoi ?

La neutralité au risque du cataclysme

La campagne s'achève. Une drôle de campagne, atypique au point que nombre de commentateurs affirment qu'elle fut folle.

Pourtant, depuis le temps que l'on prédit l'effondrement de notre schéma d'alternance - un jour à droite, un autre à gauche, mais toujours avec prudence - comment s'étonner du bouleversement que nous vivons ? Dimanche prochain, les électeurs prendront de nouveau la parole. Mais un phénomène pourrait troubler le jeu démocratique : l'abstention.

Certains de nos concitoyens, convaincus que le résultat du scrutin ne fait guère de doute, ont l'intention de ne pas se déplacer. D'autres dépeignent Emmanuel Macron sous les traits d'un marquis, symbole d'une caste ayant depuis plus de trente ans détruit les liens politiques au bénéfice de la finance, et ne voient pas ce qui le rend meilleur que Marine Le Pen.

D'autres encore estiment que la victoire de la candidate d'extrême droite aurait le mérite, immense à leurs yeux, de provoquer le chaos, puis la prise de conscience par les Français qu'il faut refaire une révolution. Si la première famille peut trouver dans les sondages incertains mille raisons d'aller voter, l'insatiation des deux autres laisse perplexes.

Évidemment, chacun dispose du droit de s'abstenir. Mais alors que l'extrême droite n'a jamais semblé si proche du pouvoir, est-il possible de préférer l'esquive ? Entre objection de conscience et désir de grand soir, on pourrait craindre que cette élection présidentielle réserve une surprise tragique.

Il est utile, pour appréhender les enjeux de notre époque, de remonter le temps. « Dans le dispositif classique, la droite et la gauche étaient également "populistes", analyse le philosophe Pierre Manent. La droite prétendait représenter le peuple-nation, tandis que la gauche prétendait représenter le peuple-classe. Revendications toujours contestées et contestables, mais suffisamment fondées ou plausibles pour que le système joue passablement, parfois mieux que passablement, son rôle directeur. » Au milieu des années 70, à

l'initiative de Valéry Giscard d'Estaing, l'action politique de la droite est devenue libérale - dans le secteur économique autant que dans le domaine des mœurs - et européenne.

Passé les premières années du gouvernement d'Union de la gauche, François Mitterrand s'est rallié à cette conception de la place de la France dans le monde. « Il a, dès le printemps 1983, abandonné le socialisme, c'est-à-dire la transformation du monde par l'appropriation collective des moyens de production, remarque le philosophe Philippe Gaudin. Mais parce que lui-même et ses partisans ne l'ont pas assumé, nous sommes entrés dans une période, à la fois confuse et décevante, marquée par le décalage dramatique entre la pensée politique et les actes gouvernementaux. » La dénonciation de la

« Des gens pensent qu'on ne peut en finir avec les alternances molles qu'en usant de la violence »

fracture sociale en 1995, la promesse de briser l'ennemi de la finance en 2012 n'en sont que deux échantillons. Citoyens de droite et gauche, également désappointés, se sont tournés vers les extrêmes.

« Par une péripétie fatale, ce fut un ramassis de toutes les batailles perdues de l'extrême droite, un condensé de toutes les amertumes et de tous les ressentiments, qui releva le gant de la vieille nation à laquelle les gens distingués et éclairés avaient décidé de tourner le dos, note Pierre Manent. Alors s'enclencha un mécanisme pervers dont nous voyons aujourd'hui les résultats, mais dont nous n'avons pas encore épuisé la toxicité. Les partis de gouvernement laissant le monopole de la référence nationale au Front national, ils poussaient vers celui-ci les nombreux Français qu'ils avaient abandonnés, vers une expression sommaire, parfois grossière, éventuellement inadmissible du sentiment national. » Pour

beaucoup, cette élection présidentielle marque la fin d'un cycle et nous place en



face d'un choix crucial. Onze candidats se sont affrontés non pas sur des indices de croissance ou des taux d'imposition, mais sur la conception qu'ils se faisaient de l'organisation des pouvoirs, à l'intérieur comme à l'extérieur de nos frontières. La sélection du 23 avril indique une double volonté : rompre avec les dirigeants qui nous gouvernent, pour certains d'entre eux, depuis plus de trente ans, mais aussi se doter d'une véritable confrontation politique.

Si une large majorité des électeurs de François Fillon et de Benoît Hamon semblent vouloir se reporter sur Emmanuel Macron, soucieux de préserver la possibilité d'une dispute commune dans un cadre démocratique, force est de constater que les partisans de Jean-Luc Mélenchon sont beaucoup plus réticents. Les sondages d'opinion nous indiquent même que près de 20 % d'entre eux s'apprentent à voter Marine Le Pen.

« La politique du pire consiste à croire qu'en éliminant Marine Le Pen on parviendra à se débarrasser du monstre, explique l'historien Johann Chapoutot. C'est ce que beaucoup disaient en Allemagne, en 1933 : faisons la courte échelle aux nazis pour qu'ils prouvent leur incapacité. Les communistes y voyaient même une nécessité de l'histoire, l'extrême droite incarnant les derniers soubresauts d'une bourgeoisie aux abois. La destruction presque immédiate par Hitler de la

gauche à la fois la plus ancienne et la plus forte a prouvé l' inanité de cette stratégie. » Pour comprendre le comportement de nos contemporains, nous ne devons pas négliger les facteurs générationnels.

Dans son excellente biographie de Louis XV, l'historien Jean-Christian Petitfils observe que le confort moral et politique dans lequel avait grandi la jeunesse aristocratique, aux environs de 1750, l'a portée d'une façon paradoxale à vouloir une guerre, comme on se lance à l'aventure, dans un jeu grandeur nature. Il se trouve actuellement des Français pour considérer que nous subissons une forme de dictature douce et qu'il serait temps de percer cet abcès, fût-ce par une guerre civile.

« C'est une fascination somnambulique, non argumentée, déplore Johann Chapoutot. Des gens pensent qu'on ne peut en finir avec les alternances molles qu'en usant de la violence. » Une illusion qui peut conduire, elle aussi, à la politique du pire. « Les quinquagénaires d'aujourd'hui, pour ne parler que d'eux, n'ont pas connu Vichy, rappelle Pierre Juquin, ancien dirigeant du Parti communiste français. Le souvenir s'émousse même de la grande alliance des gaullistes, des communistes et des chrétiens contre le pétainisme. Bien sûr, on ne peut pas comparer les deux époques, mais il y a des constantes à prendre en compte : la xénophobie, l'idée de faire porter sur l'étranger la responsabilité réelle de la situation. »

Cette analyse, en dépit de sa justesse, peine à freiner les ardeurs mortifères. « Il existe en chaque homme une fasci-

Emmanuel Macron, lors de son meeting parisien, le 1^{er} mai

nation pour la destruction, rappelle le psychanalyste Gérard Haddad. Hélas, un nombre grandissant d'adultes n'assument pas leurs limites et réfutent les arguments rationnels. » Un point de vue que rejoint Philippe Gaudin lorsqu'il affirme que le besoin de dépenser son énergie cherche toujours à s'exprimer dans le champ politique ; les plus jeunes descendent dans les rues, quitte à brûler des automobiles ou des policiers, les plus anciens manifestent par un attachement viscéral

aux belles années passées, que le temps menace d'engloutir.

Il faut enfin répéter que l'abstention constitue l'ultime façon d'exprimer son désenchantement sans verser dans le désespoir. « Ce qui a créé le vote du Brexit ou l'élection de Trump doit absolument faire l'objet d'une étude attentive de la part des responsables politiques et des politologues, recommande la philosophe Sandra Laugier. Voter pour Emmanuel Macron n'apparaît pas comme la réponse

évidente pour des citoyens qui se sentent laissés sur le bord du chemin. La réaction horrifiée des citoyens bien intégrés, quoique compréhensible, est le symptôme de la dimension inquiétante du phénomène d'isolement dans lequel vivent les gens les plus démunis en capital, symbolique ou matériel. »

Au nom du respect qu'ils accordent à la dispute nationale, parce qu'ils veulent alerter le candidat Emmanuel Macron sur l'urgente nécessité de prendre en considération la souffrance ou la colère politique, un certain nombre de Français - et parmi eux des intellectuels que l'on ne peut soupçonner de complaisance à l'endroit du Front national - préféreront ne pas voter dimanche prochain.

De ce point de vue, l'élection présidentielle apparaît cette année comme la dernière chance avant le cataclysme. « Nous vivons les soubresauts d'un système agonisant, souligne Philippe Gaudin. Nous pouvons en sortir par la confiance, ou nous enfoncer davantage encore. »

Depuis quelques jours, Emmanuel Macron définit son mouvement comme la seule force véritable qui s'oppose au Front national. Bien sûr, il entre dans ce discours une grande part de tactique, une façon d'écraser toute concurrence au sein du camp républicain pour mieux préparer les élections législatives du mois de juin. Mais c'est aussi pour lui le moyen de définir un affrontement politique de grande envergure, entre la régression d'une nostalgie pour un monde mort et la prise en charge d'un élan collectif. À qui faut-il confier l'usage de l'article 16 de la Constitution, qui donne les pleins pouvoirs au chef de l'État ? D'un côté se trouve une candidate qui préconise une politique de fermeture à l'altérité ; de l'autre un prétendant qui parle d'une France généreuse et confiante.

Il vous revient de choisir. ■

FRÉDÉRIK CASADESUS

De l'efficacité des consignes de vote

Appeler à voter pour tel ou tel candidat influence-t-il les électeurs ?

Dès les résultats du premier tour connus, dimanche 23 avril, un grand nombre de candidats et d'élus de droite et de gauche se sont exprimés. Certains ont appelé explicitement à voter pour Emmanuel Macron, d'autres à ne pas choisir Marine Le Pen et quelques-uns, bien plus rares, à voter pour la candidate du Front national. Jean-Luc Mélenchon, lui, arrivé en 4^e position avec 19,6 % des suffrages exprimés, s'est refusé à donner la moindre consigne de vote, préférant d'abord consulter les militants de son mouvement, la France insoumise.

Mais ces consignes de vote ont-elles encore un effet sur les électeurs ? « Leur principe même renvoie à une culture politique en train de disparaître, » estime Vincent Tiberj, professeur associé à Sciences-Po Bordeaux et spécialiste des comportements électoraux. Quand, en 1965, le Parti communiste appelle à voter François Mitterrand, le candidat unique de la gauche, les militants et les sympathisants suivent comme un seul homme. »

La société d'alors, poursuit le chercheur, favorisait une certaine « culture de la déférence », caractérisée par un respect plus marqué pour les corps intermédiaires, du syndicat au médecin,

du professeur aux élus. « L'encadrement social des classes populaires, qu'il soit organisé par le PC ou l'Église catholique, était alors beaucoup plus fort, ajoute Vincent Tiberj. Aujourd'hui, le rapport au parti est davantage un rapport par défaut, ce n'est plus une remise de soi. Les consignes de vote en sont d'autant moins suivies à la lettre. »

Autre aspect à ne pas négliger, et dont les électeurs ont parfaitement conscience : les consignes de vote, bien souvent, sont intimement liées aux stratégies personnelles des acteurs politiques. « On voit bien qu'entre Christian Estrosi, qui a tout de suite appelé à voter Macron, et Laurent Wauquiez, qui a refusé de le faire, se joue surtout le contrôle et la future orientation du parti Les Républicains après le second tour. Le Parti socialiste, lui, a trop usé des consignes de vote après le traumatisme du 21 avril 2002. Lors des dernières régionales, le Premier ministre Manuel Valls estimait encore que ne pas voter PS, c'était "faire le jeu du Front national". Mais à évoquer ce souvenir à chaque élection, il s'est peu à peu érodé, d'autant que le PS s'est mis à dos nombre de sympathisants en promouvant la déchéance de nationalité. Ce serait une erreur majeure de penser que les électeurs sont des moutons, qu'ils n'ont pas de mémoire... » ■

LOUIS FRAYSSE

À LIRE

► **La révolution culturelle nazie**
Johann Chapoutot
Gallimard
280 p., 21 €.